



**ERRATUM**

**Commission paritaire pour la marine  
marchande**

**CCT n° 130307/CO/316  
du 22/10/2015**

Correction du texte néerlandais :

- L'article 16, « 12 vakantie » doit être remplacé par : « 12 **bijkomende** vakantie ».

**Décision du**

**ERRATUM**

**Paritair Comité voor de koopvaardij**

**CAO nr. 130307/CO/316  
van 22/10/2015**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- Artikel 16, « 12 vakantie » moet vervangen worden door : « 12 **bijkomende** vakantie ».

**Beslissing van**

**08-03-2016**

---

**Commission paritaire pour la marine marchande**

**Convention collective de travail du 22.10.2015**

**Convention collective de travail pour les capitaines et officiers inscrit au pool, tel que visé à l'article 1bis, 1° de l'arrêté-loi du 7 février 1945 et occupés par une entreprise belge.**

La présente convention collective de travail s'applique:

- a. aux employeurs des entreprises dont l'activité relève de la compétence de la Commission paritaire pour la marine marchande.
- b. aux capitaine et officiers détenteurs d'un brevet et d'un certificat STCW (Standards of Training, Certification and Watchkeeping for Seafarers) valide inscrits au Pool belge des marins de la marine marchande tel que visé à l'article 1bis, 1° de l'arrêté-loi du 7 février 1945, à savoir le capitaine, le 1<sup>er</sup> officier, le 2<sup>ème</sup> officier, le 3<sup>ème</sup> officier, le 4<sup>ème</sup> officier, le 5<sup>ème</sup> officier, l'aspirant officier, l'aspirant officier sans STCW chef de quart, le 1<sup>er</sup> mécanicien, le 2<sup>ème</sup> mécanicien, le 3<sup>ème</sup> mécanicien, le 4<sup>ème</sup> mécanicien, le 5<sup>ème</sup> mécanicien, l'aspirant mécanicien, l'aspirant mécanicien sans STCW chef de quart, l'électricien, l'officier d'automatisation, l'aspirant officier d'automation.

Sont exclus de la présente convention collective de travail:

- les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des navires de mer qui opèrent principalement sur courte distance (shortsea) et qui, pour ces navires, ont adhéré à la convention collective de travail du 14 décembre 2005 concernant les marins inscrits au Pool belge des marins et occupés sur des navires courte distance qui naviguent sous pavillon belge.
- les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des remorqueurs, dont l'activité de remorquage exercée consiste en du « transport maritime ».
- les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des navires de mer commerciaux qui transportent exclusivement des passagers, avec un maximum de 12 passagers.
- les employeurs et les marins des entreprises qui exploitent des navires de mer dont les activités consistent en des travaux de dragage.

---

## A. DEFINITIONS

**Art. 1er** En application de la présente convention collective de travail, on entend :

Par "officiers", tous les navigants tels qu'énumérés à la rubrique b) du champ d'application de la présente convention collective de travail.

Par "gages standards", la rémunération mensuelle, sans aucune augmentation, telle qu'elle figure dans les barèmes ci-joints (colonne 1).

Par "mois", un mois civil. Pour le calcul des gages, chaque mois complet compte 30 jours et les fractions de mois sont calculées à raison du nombre de jours civils.

Par "rémunération mensuelle brute", tous gages et indemnités payés en application de la présente convention collective de travail, à l'exception des indemnités d'uniforme.

Par "rémunération mensuelle brute stand-by", les gages standards par mois, tels qu'indiqués dans les barèmes, à la rubrique 'stand-by' ainsi que le pécule de vacances, à savoir 17,42 %.

Par "rémunération mensuelle brute travail supplémentaire", les gages standards par mois et le lumpsum travail supplémentaire, tels qu'indiqués dans les barèmes, ainsi que le pécule de vacances, à savoir 17.42 %.

Par "rémunération horaire normale", 1/169 des gages standards applicables.

Par "long cours", la navigation sur tous les navires de mer, sauf sur ceux qui sont utilisés pour le cabotage.

## B. CONDITIONS DE REMUNERATION

### Barèmes

**Art. 2.** Par mois effectivement presté, les capitaines et officiers ont droit :

- a) aux gages standards visés à la colonne 1 des barèmes salariaux ci-joints (annexe 1)
- b) au lumpsum mer visé à la colonne 6 des barèmes salariaux ci-joints (annexe 1).  
Le lumpsum mer comprend:
  - les jours de semaine (du lundi au vendredi inclus) toutes les heures effectivement prestées qui dépassent la limite journalière de 8 heures effectivement prestées;
  - les samedis: toutes les heures effectivement prestées.

- Quarts de sécurité en mer aux salles de machines sans présence permanente (UMS): si pour les salles de machines sans présence permanente, un mécanicien est désigné pour descendre en cas d'alerte et de contrôle obligatoire, l'indemnité y associée est reprise dans le lumpsum mer. Le mécanicien mentionné ci-dessus doit être qualifié.
- c) Les vacances, à savoir 98 % des gages standards. Ceci comprend les congés payés légaux, les heures prestées les dimanches et jours fériés, les congés supplémentaires et les congés conventionnels.
- d) Indemnité uniforme: Si l'employeur prescrit un uniforme aux officiers, il leur sera octroyé à cet effet une indemnité mensuelle de 73,66 EUR. Cette indemnité sera indexée annuellement selon la formule prévue à l'annexe 2 de la présente convention collective de travail.
- e) Brevet: Les officiers possédant un certificat STCW supérieur à celui requis pour le grade qu'ils occupent à bord, ont droit à une indemnité de 97,80 EUR par mois. Cette prime sera indexée annuellement selon la formule mentionnée à l'annexe 2 à la présente convention collective de travail.

Force majeure :

Ne donnent pas lieu au paiement d'une indemnité quelconque, les travaux:

- en rapport avec la sécurité du navire, de la cargaison ou des personnes embarquées;
- en vue de porter secours à d'autres navires ou à d'autres personnes en détresse;
- en relation avec les exercices d'incendie ou d'embarcations et exercices similaires du genre de ceux prescrits par des conventions internationales;
- en relation avec les formalités douanières, la quarantaine ou d'autres formalités sanitaires;
- en rapport avec la détermination de la position du navire et les observations météorologiques;
- en rapport avec la relève des quarts;
- en rapport avec la protection de l'environnement, et les exercices nécessaires à ce but.

#### Transfert

**Art. 3.** En cas de transfert d'un officier sur un navire de moindre tonnage ou de moindre puissance de moteur du même armateur, ce dernier conservera, si le transfert résulte d'une décision de l'armateur, les gages perçus sur le navire de tonnage supérieur durant les périodes définies ci-après:

- de 1 jusques et y compris 3 ans de service sur le navire de tonnage supérieur: maintien des gages durant 6 mois;
- de 4 jusques et y compris 5 ans de service sur le navire de tonnage supérieur:

---

maintien des gages durant 12 mois;

- de 6 jusques et y compris 10 ans de service sur le navire de tonnage supérieur:  
maintien des gages durant 18 mois;
- de 11 jusques et y compris 15 ans de service sur le navire de tonnage supérieur:  
maintien des gages durant 24 mois.

Le même principe s'appliquera lorsqu'un officier est appelé à occuper un rang inférieur chez le même armateur.

Ce qui est mentionné ci-dessus n'est pas applicable au moment où il s'agit d'une sanction bien déterminée et communiquée préliminairement à l'officier.

### C. DUREE DE VOYAGE

#### Durée de voyage

##### Art. 4.

1. Après 6 mois ininterrompus à bord, l'employeur ou l'officier peut mettre fin à la durée contractuelle du voyage dans n'importe quel port disposant de facilités raisonnables de transport. Dans les deux cas, le marin a droit au rapatriement à charge de l'employeur, y compris le transport de ses bagages personnels avec un maximum de 40 kg. Au cas où soit l'employeur, soit l'officier désire mettre fin à la durée contractuelle du voyage, en application des stipulations précitées, il doit en informer l'autre partie deux (2) semaines au moins avant l'arrivée dans le premier port où le navire fera escale.
2. Lorsque la période de 6 mois expire dans un port non-européen et que le navire est attendu dans un port européen dans le mois, l'employeur peut prolonger la durée contractuelle du voyage jusqu'à l'arrivée dans ce port européen.
3. Si, avant l'expiration de la période de 6 mois, le navire fait escale dans un port européen et repart vers un port non-européen, il peut être mis fin à la durée contractuelle du voyage après cinq mois moyennant le respect des dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> en ce qui concerne le préavis, les frais de rapatriement et le transport des bagages.
4. Si la période de 6 mois ininterrompus à bord est prolongée à la demande de l'employeur, les gages standards sont augmentés de 10% à partir du 7<sup>ème</sup> mois.
5. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 4 §§ 1, 2, et 3, les aspirants officiers et aspirants mécaniciens qui ne comptent pas encore suffisamment de mois de navigation pour obtenir un certificat STCW chef de quart, ne peuvent être engagés par l'employeur qu'au rang d'aspirant officier sans STCW chef de quart ou aspirant mécanicien sans STCW chef de quart jusqu'au moment où ils peuvent présenter un STCW chef de quart.

---

#### Séjour à terre à l'étranger

---

**Art. 5** Lorsqu'un officier, en service à l'étranger sur ordre de l'employeur, doit temporairement séjourner à terre, les frais en seront supportés par l'employeur.

## D. CONDITIONS DE TRAVAIL

### Systeme de quarts

**Art.6** En mer, on applique le système des trois quarts. Une exception est faite uniquement pour certains navires de petit tonnage, auxquels s'applique le régime spécial prévu à l'article 31.

### Durée de travail

**Art. 7.**

En application de la règle 2.3, norme A2.3 de la Convention du travail maritime de 2006, adoptée par la Conférence internationale du Travail du 23 février 2006 et ratifiée par la Belgique le 10 août 2013, il est établi que le nombre minimum d'heures de repos ne peut être inférieur à 10 heures par période de 24 heures et 77 heures par période de 7 jours.

Les heures de repos ne peuvent être scindées en plus de deux périodes, dont l'une d'une durée d'au moins six heures, et l'intervalle entre deux périodes consécutives de repos ne dépasse pas quatorze heures.

L'employeur doit également donner suite à l'article 32 de l'arrêté royal du 30 septembre 2014 modifiant divers arrêtés royaux portant exécution de la Convention du travail maritime 2006 et portant mise en œuvre de l'accord conclu le 19 mai 2008 par les Associations des armateurs de la Communauté européenne (ECSA) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) concernant la convention du travail maritime 2006.

### Durée de travail jours ouvrables – Officiers de quart

- a. En mer et au port lorsque les quarts ne sont pas suspendus:
  - du lundi au vendredi y compris: 8 heures par jour selon le système de quarts;
  - le samedi: 8 heures selon le système de quarts.
  
- b. Les jours d'arrivée et de départ:
  - du lundi au vendredi y compris: 8 heures par jour;
  - le samedi: 8 heures.

Dans les ports où existe un autre règlement de travail que le régime de quarts décrit ci-dessus, ces heures de quart peuvent être modifiées sans que la durée précitée puisse être dépassée dans une période de 12 heures.

*Durée de travail jours ouvrables - Officiers de jour*

**Art. 8.** Par "officiers de jour", on comprend les officiers dont le service en mer ne se fait pas par Quarts ou qui travaillent pendant la journée et sont libres la nuit.

- a. En mer et au port lorsque les quarts ne sont pas suspendus:
  - du lundi au vendredi y compris: 8 heures par jour à effectuer entre 6 h et 18 h;
  - le samedi: 8 heures à effectuer entre 6 h et 18 h.
- b. Les jours d'arrivée et de départ:
  - Sans tenir compte des limites de temps mentionnées sous a.:
  - du lundi au vendredi y compris: 8 heures par jour;
  - le samedi: 8 heures.

Dans les ports où existe un autre règlement de travail que le régime de quarts décrit ci-dessus, ces heures de quart peuvent être modifiées sans que la durée précitée puisse être dépassée dans une période de 12 heures.

Travail de dimanches et jours fériés

Limitation du travail le dimanche et jours fériés

**Art. 9 .**

Le travail les dimanches et jours fériés ne peut être exigé qu'en fonction des restrictions et limites de temps suivantes.

1. Officiers de quart

En mer et au port lorsque les quarts ne sont pas suspendus, les dimanches le travail est effectué en tenant compte du système de quarts.

Pendant les jours fériés, tels que définis à l'article 15, uniquement les prestations nécessaires pour la conduite du navire, le service des navigants, la protection de l'environnement, la sécurité et la santé peuvent être l'objet de charge.

Les activités urgentes, nécessaires à l'exploitation normale du navire peuvent également être

---

exigées, à l'appréciation du capitaine.

L'indemnité pour travail les dimanches et jours fériés est reprise dans l'indemnité pour congé à l'article 2 c.

## 2. Officiers de jour

En mer et au port lorsque les quarts ne sont pas suspendus:

Les dimanches, des prestations de travail peuvent être exigées entre 6 et 18 heures.

Pendant les jours fériés, tels que définis à l'article 15, uniquement les prestations nécessaires pour la conduite du navire, le service des navigants, la protection de l'environnement, la sécurité et la santé peuvent être l'objet de charge.

Les activités urgentes, nécessaires à l'exploitation normale du navire peuvent également être exigées, à l'appréciation du capitaine.

L'indemnité pour travail les dimanches et jours fériés est reprise dans l'indemnité pour congé à l'article 2 c.

## Personnel

**Art. 10.** Pour le long cours:

Les effectifs à bord seront suffisants pour organiser les quarts de telle façon que ni le capitaine, ni le chef-mécanicien ne soient astreints à assurer régulièrement le quart.

## E. VACANCES

### Vacances annuelles

**Art. 11.** L'officier a droit à 30 jours civils de vacances légales par an. Les jours de vacances seront octroyés autant que possible en tenant compte des souhaits de l'intéressé. Pour le calcul de la durée des vacances annuelles, sont pris en compte les jours réellement travaillés et les jours assimilés par la loi à des jours de travail réels.

Pour les vacances annuelles prévues ci-dessus, les officiers reçoivent un pécule de vacances (tant simple que double) de 17,42%, calculé sur la base de leur rémunération annuelle brute.



---

Pour les jours effectivement prestés, ce montant est compris dans le montant visé à l'article 2 c).

Pour les jours assimilés par la loi à des jours de travail réels ainsi que pour les prestations en travail supplémentaire et en stand-by, le pécule de vacances est calculé séparément.

#### Jours de compensation

**Art. 12.** Dimanches et jours fériés pendant le voyage:

Pendant la durée du contrat de travail, les officiers reçoivent un jour de compensation pour chaque dimanche et jour férié. L'indemnité pour travail les dimanches et jours fériés est reprise dans l'indemnité pour congé à l'article 2 c).

Samedis pendant le voyage:

Pendant la durée du contrat de travail, les officiers reçoivent un jour de compensation pour chaque samedi. L'indemnité pour travail le samedi est comprise dans le lumpsum visé à l'article 2 b).

#### Vacances supplémentaires

**Art. 13.** En plus des vacances annuelles accordées en vertu de l'article 11, les officiers jouiront d'1 jour de vacances supplémentaires par 30 jours de prestations. Les fractions de 15 jours ou moins n'entrent pas en ligne de compte. L'indemnité à cet effet est reprise dans l'indemnité pour congé à l'article 2 c).

#### Vacances conventionnelles

**Art. 14.** Par la convention collective de travail du 31 janvier 1985 donnant exécution à la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, il est octroyé aux officiers un jour de vacances supplémentaire par 20 jours de voyage. L'indemnité à cet effet est reprise dans l'indemnité pour congé à l'article 2 c).

#### Jours fériés

**Art. 15**

a. Les jours suivants seront considérés comme jours fériés officiels:

1er janvier, lundi de Pâques, 1er mai, Ascension, lundi de Pentecôte, 21 juillet, Assomption, Toussaint, 11 novembre et Noël.

- b. Lorsqu'un jour férié tombe un samedi ou un dimanche, le jour férié est remplacé par le premier jour habituel d'activité qui suit ce jour férié.

### Calcul des jours de vacances

**Art. 16.** 360 jours de voyage donnent droit à:

52 jours de compensation samedis

78 jours de compensation dimanches (52 + 26 compensation vacances)

15 jours fériés (10 + 5 jours fériés en sus des vacances)

12 vacances supplémentaires

18 vacances conventionnelles

46 jours de vacances légales (30 + 16 jours de vacances légaux en sus des vacances)

221 jours libres

Vacances légales par mois:  $(46 \times 30 \text{ jours}) : 360 = 3,83 \text{ jours civils} = 3,3 \text{ jours en régime de 6 jours}$

Autres vacances par mois:  $(175 \times 30 \text{ jours}) : 360 \text{ jours} = 14,58 \text{ jours civils} = 12,5 \text{ jours en régime 6 jours}$

En principe, les jours de vacances sont accordés selon le système de 6 jours par semaine. Les dimanches et jours fériés ne sont pas considérés comme jours de vacances.

La possibilité de choix d'organiser les vacances selon le système de 5 jours est accordée à l'officier. Selon les besoins du service, l'employeur a le droit de déroger à la règle, en commun accord avec l'officier.

Si l'officier le désire, les vacances peuvent être suspendues pour la période où il suit des cours de spécialisation, chargé par l'employeur.

### Application des vacances

**Art. 17.** Les vacances et jours libres n'interrompent pas le contrat de travail.

### Congé d'études

---

**Art. 18.** Aux officiers qui remplissent les conditions requises pour participer à un examen dans le but d'obtenir un brevet, il sera accordé, à leur demande, le plus tôt possible, un congé d'études sans solde, pour autant que les exigences du service le permettent.

La demande de congé devra être introduite auprès de l'employeur au moins 2 mois avant la date de celui-ci.

La demande, ainsi que l'autorisation devront être effectuées par écrit. L'acceptation de la demande ne pourra être ajournée plus d'un an.

En cas d'interruption du service, par suite d'études, en accord avec l'employeur, les temps de service précédant et suivant immédiatement la durée du congé d'études sont censés se joindre.

## **F. RAPATRIEMENT**

**Art. 19.** Sauf consentement mutuel pour résilier la durée contractuelle du voyage, les officiers ont le droit d'être rapatriés à charge de l'employeur. Pour ce faire, ils doivent suivre l'itinéraire et le mode de rapatriement assignés par l'employeur ou son représentant.

En cas de rapatriement, les frais à charge de l'employeur comprennent :

- Les frais de transport jusqu'à l'arrivée au lieu de recrutement;
- Le gîte et le couvert de l'officier dès le moment où il quitte le navire jusqu'à son arrivée à la destination de rapatriement;
- Le transport de ses bagages personnels, avec un maximum de 40 kg.
- Le traitement médical, si nécessaire, jusqu'à ce que l'état de santé de l'officier lui permette de voyager jusqu'à sa destination de rapatriement.

L'officier a droit à ses gages jusqu'à son arrivée à l'endroit de recrutement à condition d'avoir entrepris le voyage de retour par le chemin et dans le délai fixé par l'employeur.

Cependant, si l'officier est débarqué pour des raisons disciplinaires, il perd le droit à sa rémunération pour les jours de voyage.

Quand l'officier a droit à ses gages, il a également droit au pécule de vacances afférent aux jours de vacances prévus à l'article 16.

---

## G. FIN DU CONTRAT DE SERVICE

Fin du contrat de service

**Art.20** Après une période de 12 mois de service auprès du même employeur, l'officier a le droit au délai de préavis suivant nonobstant l'existence de contrats successifs à durée déterminée.

a. Le préavis du contrat de service par l'employeur s'effectue moyennant le respect des délais suivants:

Capitaine, 1<sup>er</sup> officier et chef mécanicien:

Après 1 an: 1 mois  
Après 3 ans: 3 mois  
Après 5 ans: 6 mois  
Après 10 ans: 9 mois

Tous les officiers excepté le capitaine, le 1<sup>er</sup> officier et le chef mécanicien:

Après 1 an: 2 semaines  
Après 3 ans: 6 semaines  
Après 5 ans: 3 mois  
Après 10 ans: 6 mois

L'employeur se réserve le droit de garder le capitaine, l'officier ou le chef mécanicien en service effectif pendant 75 p.c. du délai de préavis. Les vacances et jours libres constitués par l'officier avant le début de sa période de préavis ne peuvent être utilisés comme délai de préavis par l'employeur.

b. Le préavis du contrat de service par l'officier s'effectue moyennant le respect des délais suivants:

Capitaine, 1<sup>er</sup> officier et chef mécanicien:

Après 1 an: 2 semaines  
Après 3 ans: 6 semaines  
Après 5 ans: 3 mois  
Après 10 ans: 4,5 mois

Tous les officiers excepté le capitaine, le 1<sup>er</sup> officier et le chef mécanicien:

Après 1 an: 1 semaine  
Après 3 ans: 3 semaines  
Après 5 ans: 6 semaines  
Après 10 ans: 3 mois

L'officier peut faire usage de ses vacances et jours libres comme délai de préavis. Si par l'application de son préavis l'officier totalise un nombre de jours de congé ou libres insuffisant, l'employeur a le droit d'exiger que pour les jours restants du délai de préavis, l'officier accomplisse sa charge. Dans ce cas les frais de rapatriement sont à la charge de l'employeur.

---

**Art. 21.** En cas de résiliation du contrat de service, comme visé à l'article 20a), l'employeur est tenu au paiement de la rémunération, y compris le pécule de vacances, prévue aux barèmes ci-joints pour la partie du préavis où des prestations effectives ont été accomplies. Pour la période du préavis pendant laquelle l'officier n'est pas tenu d'effectuer de prestations, l'employeur est tenu au paiement des gages de stand-by, majorés du pécule de vacances de 17,42 %.

**Art. 22.** En cas de renvoi d'un officier pour motif disciplinaire, l'employeur n'est pas tenu de respecter le délai de préavis visé à l'article 20.

#### Certificat

**Art. 23.** Les officiers ont droit à un certificat à l'expiration de leurs services.

#### Rapports des chefs de départements à l'employeur au sujet des officiers

**Art. 24.** Chaque officier a le droit de prendre connaissance des rapports qui ont été adressés à son sujet par le capitaine et le chef de département à l'employeur.

L'employeur est obligé de tenir ces rapports à la disposition des intéressés dans ses bureaux sur simple demande.

## H. FRAIS DE VOYAGE ET DE DEPLACEMENT

#### Frais de voyage

**Art. 25.** Lorsqu'un officier voyage pour le compte de l'employeur, celui-ci lui fournira les tickets de voyage nécessaires. Des frais de voyage, préalablement admis, seront remboursés par l'employeur, moyennant présentation d'une facture.

Les frais d'ordre administratif pris en charge par l'officier en vue de l'obtention des documents valables, comme un passeport international ou visa, seront également remboursés par l'employeur.

---

**Art 26.** L'officier a droit à une indemnité fixe de 50 € à chaque embarquement et débarquement à titre de couverture de ses frais de voyage et de déplacement locaux. Si les frais de voyage et de déplacement locaux excèdent le montant de 50 €, la différence sera remboursée par l'employeur, moyennant accord préalable de l'employeur.

## I. CLAUSES PARTICULIERES

### Literies et ustensiles de table

**Art. 27.** L'armateur mettra les choses suivantes à disposition des officiers tant qu'ils se trouvent à bord du navire:

- Suffisamment de nourriture de bonne qualité
- Des installations conformes aux conventions OIT (Organisation internationale du Travail).
- Un matelas, des oreillers, des couvre-lits, des draps et des couvertures et au moins 2 serviettes. Les draps, couvre-lits et serviettes seront remplacés par des propres au moins une fois par semaine.
- Des ustensiles de table de bonne facture
- Des possibilités de récréations conformément à la convention 138 de l'OIT

En outre, l'armateur équipera la coquerie d'ustensiles de cuisine et du matériel habituellement utilisé pour cuisiner.

### Repas

**Art. 28.** Le ravitaillement en vivres à bord ne peut pas être considéré comme un problème économique et tous les membres de l'équipage sont, en principe, mis sur le même pied pour ce qui concerne les repas.

À bord des navires qui ont des passagers à bord une exception peut toutefois être prévue à cette règle, pour les officiers qui prennent leurs repas avec les passagers.

Les vivres ne pourront en aucun cas être transportés à terre par les membres de l'équipage, sans autorisation de l'armateur.

Le contrôle des stocks et de la consommation de nourriture est assuré par l'organe de concertation conventionnel comme prévu par la convention collective de travail du 14 décembre 2005 instituant un organe de concertation conventionnel organisation de sécurité et d'hygiène.

---

### Vêtements de travail et de protection

---

**Art. 29** Outre les combinaisons et chaussures de travail que l'employeur doit fournir au marin, il doit également mettre à disposition des vêtements de protection efficaces nécessaires aux travaux à effectuer.

#### Perte d'effets

**Art. 30.** L'indemnité pour perte ou destruction d'effets (bagage personnel) à bord ou pendant le voyage au départ de et vers le navire s'élèvera à un montant maximum de 5.000,00 EUR.

Des objets d'une valeur plus élevée que 250 EUR seront seulement remboursés lorsqu'ils figurent sur une liste préalablement transmise à l'employeur ou au capitaine.

### J. REGLEMENT PARTICULIER

#### Systeme des deux quarts

**Art. 31 .** Le système des deux quarts peut être introduit sur les navires qui ne peuvent pratiquer le système des trois quarts du fait que leur installation technique ne permet pas d'embarquer un nombre d'hommes suffisant.

Cela ne peut se faire qu'après concertation paritaire entre les organisations membres de la Commission paritaire pour la marine marchande.

**Art. 32.** S'il existe des différences entre les versions néerlandaise, française et anglaise, le texte néerlandais aura la priorité sur le texte français et/ou anglais.

**Art. 33.** La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1.11.2015 et remplace les cct suivantes :

La convention collective de travail du 1<sup>er</sup> février 2006 pour les capitaines et officiers inscrits au Pool belge des marins de la marine marchande, occupés par une société belge (enregistrée sous le n° 78817 le 23.2.2006), modifiée par:

- o La cct du 6 avril 2006 (enregistrée sous le n° 79887 le 29.5.2006),
- o La cct du 15 juillet 2009 (enregistrée sous le n° 97521 le 17.2.2010),
- o La cct du 2 septembre 2009 (enregistrée sous le n° 95614 le 12.11.2009),
- o La cct du 27 avril 2011 (enregistrée sous le n° 104106 le 10.5.2011) et
- o La cct du 4 juillet 2013 (enregistrée sous le n° 116510 le 9.8.2013).

---

Chacune des parties signataires peut la dénoncer moyennant le respect d'un délai de préavis de six mois.

Ce préavis est notifié par une lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire pour la marine marchande et à chacune des parties signataires. Le délai de six mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président.



NIEUWE LOONSTRUCTUUR

Bijlage 1

OFFICIEREN  
1.11.2015

1.0075411			1	2	3	4	5	6	7
CARGO			Basisloon	uurloon	150%	Zondag 8U	Zondag 9U	Lumpsum zee	Lumpsum bijwerk
KAPITEIN									
	-3000 Bit		3.395,78	20,09		20,09		2.722,93	1.453,50
	-9000 Bit		4.118,56	24,37		24,37		3.136,24	1.632,41
	+9000 Bit		4.871,31	28,82		28,82		3.565,78	1.816,41
1e WTK									
		-3001 Kw	3.246,47	19,21		19,21		2.618,60	1.397,81
		-5000 Kw	3.934,83	23,28		23,28		3.012,50	1.568,01
		+5000 Kw	4.651,88	27,53		27,53		3.421,89	1.743,45
1e OFF/2e WTK/AUTOM.OFF									
	-3000 Bit	-3001 Kw	2.657,05	15,72		15,72		2.405,29	1.393,63
	-9000 Bit	-5000 Kw	3.065,96	18,14		18,14		2.719,21	1.565,99
	+9000 Bit	+5000 Kw	3.474,19	20,56		20,56		3.029,71	1.743,90
2e OFF/3e WTK									
	-3000 Bit	-3001 Kw	2.524,98	14,94	22,41	14,94	29,88	3.008,31	1.504,16
	-9000 Bit	-5000 Kw	2.635,78	15,60	23,39	15,60	31,19	3.123,40	1.561,70
	+9000 Bit	+5000 Kw	2.968,16	17,56	26,34	17,56	35,13	3.468,09	1.734,05
1e ELEK									
		-3001 Kw	2.582,38	15,34	23,01	15,34	30,68	2.956,25	1.478,13
		-5000 Kw	2.703,18	16,00	23,99	16,00	31,99	3.071,34	1.535,67
		+5000 Kw	3.035,56	17,96	26,94	17,96	35,92	3.416,03	1.708,02
3e OFF/4e WTK			2.210,29	13,08	19,62	13,08	26,16	2.780,01	1.390,01
4e OFF/5e WTK/ASP. AUTOM.OFF			1.974,29	11,68	17,52	11,68	23,36	2.510,76	1.255,38
ASP OFF/ASP WTK			1.697,59	10,04	15,07	10,04	20,09	2.187,85	1.093,93
ASP OFF zonder STCW WD/ASP WTK zonder STCW WD			604,52	3,58	5,37	3,58	7,15	.	.

TANKERS								
KAPITEIN								
	-3000 Brt	3.709,16	21,95		21,95		2.692,39	1.437,20
	-9000 Brt	4.504,22	26,65		26,65		3.098,67	1.612,86
	+9000 Brt	5.332,25	31,55		31,55		3.520,06	1.793,12
1e WTK								
	-3001 Kw	3.544,93	20,98		20,98		2.589,79	1.382,43
	-5000 Kw	4.302,12	25,46		25,46		2.976,17	1.549,10
	+5000 Kw	5.090,88	30,12		30,12		3.377,97	1.721,08
1e OFF/2e WTK/AUTOM.OFF								
	-3000 Brt -3001 Kw	2.896,56	17,14		17,14		2.381,91	1.380,08
	-9000 Brt -5000 Kw	3.346,36	19,80		19,80		2.691,41	1.549,98
	+9000 Brt +5000 Kw	3.795,42	22,46		22,46		2.997,54	1.725,38
2e OFF/3e WTK								
	-3000 Brt -3001 Kw	2.758,03	16,32	24,48	16,32	32,64	2.985,58	1.492,79
	-9000 Brt -5000 Kw	2.879,91	17,04	25,56	17,04	34,08	3.098,73	1.549,37
	+9000 Brt +5000 Kw	3.245,53	19,20	28,81	19,20	38,41	3.441,45	1.720,73
1e ELEKTRICIEN								
	-3001 Kw	2.925,43	16,72	25,08	16,72	33,44	2.933,52	1.466,76
	-5000 Kw	2.947,31	17,44	26,16	17,44	34,88	3.046,66	1.523,33
	+5000 Kw	3.312,93	19,60	29,40	19,60	39,21	3.389,39	1.694,70
3e OFF/4e WTK		2.415,96	14,30	21,44	14,30	28,59	2.759,99	1.380,00
4e OFF/5e WTK/ASP.AUTOM.OFF		2.156,36	12,76	19,14	12,76	25,52	2.492,73	1.246,37
ASP OFF/ASP WTK		1.867,35	11,05	16,57	11,05	22,10	2.166,81	1.083,41
ASP OFF zonder STCW WO/ASP WTK zonder STCW WO		604,52	3,58	5,37	3,58	7,15		

#### **Diplomavergoeding**

De officieren die een hoger STCW certificaat bezitten dan vereist voor de rang die ze bekleeden, krijgen hiervoor een vergoeding ten belope van 97,80 € per maand uitgekeerd.

#### **Uniform**

Indien de rederij het dragen van een uniform voorschrijft aan de officieren, zal hen hiervoor een maandelijks vergoeding van 73,66 € per maand uitgekeerd.

#### **Indemnité de diplôme :**

Les officiers détenteurs d'un certificat STCW supérieur à celui exigé pour le rang qu'ils occupent reçoivent à ce titre une indemnité de € 97,80 par mois

#### **Uniforme**

Si l'armateur impose aux officiers le port d'un uniforme, une allocation mensuelle de € 73,66 sera octroyée à ce titre

STAND BY LONEN  
1.11.2015

RANK	BT 1	KW	STAND-BY 2
KAPITEIN	- 3.000		4.000,86
	- 9.000		4.723,64
	+ 9.000		5.476,39
HWTK		- 3.001	3.851,55
		- 5.000	4.539,91
		+ 5.000	5.256,96
1 OFF	- 3.000	- 3.001	3.262,13
2E WTK	- 9.000	- 5.000	3.671,04
AUTOM.OFF	+ 9.000	+ 5.000	4.079,27
2E OFF	- 3.000	- 3.001	3.130,06
3E WTK	- 9.000	- 5.000	3.240,86
	+ 9.000	+ 5.000	3.573,24
1E ELEC		- 3.001	3.197,46
		- 5.000	3.308,26
		+ 5.000	3.640,64
3E OFF/4E WTK			2.815,37
4OFF/5WTK/ASP.AUTOM.OFF			2.579,37
ASPOFF/ASPWTK			2.302,67

---

**FORMULE DE L'AUGMENTATION ANNUELLE DE L'INDICE DES ALLOCATIONS**

1. L'indice de santé du mois de janvier de l'année en cours est déduit de l'indice de santé du mois d'octobre de l'année en cours.

$$\begin{array}{r} \text{Indice santé octobre} \\ - \text{ indice santé de janvier} \\ \hline (x) \end{array}$$

2. Ensuite, le résultat est ramené à 12 mois:

$$\frac{(x) \times 12 \text{ mois}}{10 \text{ mois}} = (y)$$

L'augmentation totale de l'indice pour l'année écoulée est ainsi connue (y).

3. L'augmentation totale de l'indice doit ensuite être exprimée en un pourcentage par lequel l'allocation doit être multipliée, à commencer par le mois de janvier de l'année suivante:

$$\frac{(y) \times 100}{\text{indice santé de janvier de l'année en cours}} = \% \text{ de l'augmentation de l'indice de l'année en cours}$$

-----

---

Paritair Comité voor de koopvaardij

Collectieve arbeidsovereenkomst van 22.10.2015

**Collectieve arbeidsovereenkomst voor kapiteins en officieren ingeschreven op de Poollijst zoals bedoeld in artikel 1bis, 1° van de Besluitwet van 7 februari 1945 en tewerkgesteld door een Belgische maatschappij.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op:

- a. de werkgevers van de ondernemingen waarvan de activiteit tot de bevoegdheid van het paritair comité voor de koopvaardij behoort.
- b. de kapitein en de officieren die in het bezit zijn van een brevet en een geldig STCW-certificaat (*Standards of Training, Certification and Watchkeeping for Seafarers*) en die ingeschreven zijn op de Poollijst zoals bedoeld in artikel 1bis, 1° van de Besluitwet van 7 februari 1945, zijnde de kapitein, de 1<sup>e</sup> officier, 2<sup>e</sup> officier, 3<sup>e</sup> officier, 4<sup>e</sup> officier, 5<sup>e</sup> officier, aspirant officier, aspirant officier zonder STCW wachtoverste, 1<sup>e</sup> werktuigkundige, 2<sup>e</sup> werktuigkundige, 3<sup>e</sup> werktuigkundige, 4<sup>e</sup> werktuigkundige, 5<sup>e</sup> werktuigkundige, aspirant werktuigkundige, aspirant werktuigkundige zonder STCW wachtoverste, electricien, automatisatie-officier, aspirant automatisatie-officier.

Zijn uitgesloten van deze collectieve arbeidsovereenkomst:

- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die zeeschepen uitbaten die hoofdzakelijk opereren in de shortsea en die voor die schepen zijn toegetreten tot de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 december 2005 aangaande de zeevarenden ingeschreven in de Pool der Zeelieden en die worden tewerkgesteld op shortsea schepen die de Belgische vlag voeren.
- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die sleepboten exploiteren, waarvan de verrichte sleepactiviteit “zeevervoer” is.
- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die commerciële zeeschepen exploiteren die uitsluitend passagiers vervoeren met een maximum van 12 passagiers.
- De werkgevers en de zeevarenden van de ondernemingen die zeeschepen exploiteren waarvan de verrichte activiteiten baggerwerken zijn.

---

## A. DEFINITIES

**Art. 1** In toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt verstaan:

Onder “officieren”, alle zeevarenden zoals vermeld in het toepassingsgebied rubriek b) van onderhavige cao.

Onder “basisloon”, het maandloon, zonder enige vermeerdering, zoals het voorkomt in de hierbij gevoegde loonschalen (kolom 1).

Onder “maand”, een kalendermaand. Voor de afrekening van de lonen telt elke volle maand 30 dagen en worden de fracties van maanden berekend à rato van het aantal kalenderdagen.

Onder “maandelijkse bruto bezoldiging vaart”, alle per maand in toepassing van onderhavige arbeidsovereenkomst uitgekeerde lonen en vergoedingen, met uitzondering van de uniformvergoeding.

Onder “maandelijkse bruto bezoldiging stand-by”, het basisloon per maand zoals opgenomen in de loonschalen onder de rubriek ‘stand-by’ evenals het vakantiegeld hierop, zijnde 17,42 %.

Onder “maandelijkse bruto bezoldiging bijwerk”, het basisloon per maand en de lumpsum bijwerk zoals opgenomen in de loonschalen evenals het vakantiegeld hierop, zijnde 17,42 %.

Onder “normaal uurloon”, 1/169 van het toepasselijk basisloon.

Onder “lange omvaart”, de vaart op alle zeeschepen, behalve die welke worden gebruikt voor de kustvaart.

## B. LOONSVOORWAARDEN

### Loonschalen

**Art. 2.** Per effectief gepresteerde maand hebben de kapiteins en officieren recht op :

- a) het basisloon vermeld in kolom 1 van de hierbij gevoegde loonschalen (Bijlage 1)
- b) de lumpsum zee vermeld in kolom 6 van de hierbij gevoegde loonschalen (Bijlage 1). De lumpsum zee omvat:
  - op weekdays (van maandag tot en met vrijdag) alle effectief gepresteerde uren die de dagelijkse grens van 8 effectief gepresteerde uren overschrijden;
  - op zaterdagen: alle effectief gepresteerde uren.

- Veiligheidswachten onbemande machinekamer op zee (UMS): Indien in een onbemande machinekamer een werktuigkundige wordt aangeduid om in geval van alarm en opgelegde controle, een prestatie te leveren dan is de vergoeding hiervoor opgenomen in de lumpsum zee. De betreffende werktuigkundige moet gekwalificeerd zijn.
- c) Het verlof zijnde 98 % van het basisloon. Dit omvat het wettelijk betaald verlof, de gepresteerde uren op zon- en feestdagen, het extra verlof en het conventioneel verlof.
- d) Uniformvergoeding: Indien de werkgever het dragen van een uniform voorschrijft aan de officieren zal hen hiervoor een maandelijkse vergoeding van 73,66 EUR worden verleend. Deze vergoeding zal jaarlijks geïndexeerd worden volgens de formule vermeld in bijlage 2 aan onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.
- e) Brevet: De officieren die een hoger STCW certificaat bezitten dan vereist voor de rang die zij bekleden, krijgen hiervoor een vergoeding van 97,80 EUR per maand uitgekeerd. Deze premie zal jaarlijkse geïndexeerd worden volgens de formule vermeld in bijlage 2 aan onderhavige arbeidsovereenkomst.

#### Overmacht :

Er wordt geen bijkomende vergoeding betaald voor arbeid:

- In verband met de veiligheid van het schip, de lading en de ingescheepte personen;
- In verband met het verlenen van hulp aan andere in nood zijnde schepen of personen;
- In verband met brandweer, sloep- en alle gelijkaardige oefeningen, die door de internationale conventies zijn voorgeschreven;
- In verband met formaliteiten voor tol, quarantaine en medische aangelegenheden;
- In verband met het bepalen van het bestek van het schip en alle andere meteorologische observaties;
- In verband met het aflossen van de wachten;
- In verband met de milieubescherming en de oefeningen hiervoor.

#### Overplaatsing

**Art. 3.** Bij overplaatsing van een officier op een schip van kleinere tonnenmaat of geringer motorvermogen van dezelfde rederij, zal deze laatste - indien de overplaatsing het gevolg is van een beslissing van de rederij - de door de betrokkene op het groter schip genoten loon handhaven gedurende de hierna bepaalde tijd:

- 1 tot en met 3 jaar dienst op een groter schip:  
6 maanden handhaving van het loon;
- 4 tot en met 5 jaar dienst op een groter schip:  
12 maanden handhaving van het loon;

- 
- 6 tot en met 10 jaar dienst een groter schip:  
18 maanden handhaving van het loon;
  - 11 tot en met 15 jaar dienst op een groter schip:  
24 maanden handhaving van het loon.

Hetzelfde principe zal toegepast worden wanneer een officier aangeduid wordt om een lagere rang in dezelfde rederij te bekleden.

Het hierboven vermelde is niet van toepassing indien dit het gevolg is van een welomschreven en aan de officier vooraf bekend gemaakte sanctie.

### C. REISDUUR

#### Reisduur

##### Art. 4.

1. Na 6 ononderbroken maanden aan boord mag de contractuele reisduur door de werkgever of door de officier beëindigd worden in gelijk welke haven met redelijke transportfaciliteiten. In beide gevallen heeft de officier recht op repatriëring op kosten van de werkgever met inbegrip van het vervoer van zijn persoonlijke bagage met een maximum van 40 kg. Indien de werkgever of officier de contractuele reisduur krachtens voormelde bepalingen wenst te beëindigen, moet hij de andere partij hiervan ten minste twee (2) weken voor de aankomst in de eerstvolgende haven, die het schip zal binnenlopen, in kennis stellen.
2. Indien de periode van 6 maanden een einde neemt in een niet-Europese haven en het schip in een Europese haven binnen de maand verwacht wordt, dan mag de werkgever de contractuele reisduur verlengen tot bij aankomst in de Europese haven.
3. Indien het schip voor het verstrijken van de periode van 6 maanden een Europese haven aandoet, en naar een niet-Europese bestemming vertrekt, mag na vijf maanden een einde gesteld worden aan de contractuele reisduur en gelden de bepalingen van paragraaf 1 inzake vooropzeg, kosten van repatriëring en vervoer van bagage.
4. Indien de periode van 6 ononderbroken maanden aan boord op verzoek van de werkgever overschreden wordt, wordt het basisloon vanaf de 7<sup>e</sup> maand verhoogd met 10 pct.
5. Onverminderd hetgeen bepaald is in artikel 4 par 1, 2, en 3 en kunnen aspirant officieren en aspirant werktuigkundigen die nog niet voldoende maanden vaart hebben om een STCW certificaat van wachtoverste te bekomen slechts door de werkgever aangeworven worden in de rang van aspirant officier zonder STCW wachtoverste of aspirant werktuigkundige zonder STCW wachtoverste tot op het ogenblik dat zij een STCW wachtoverste kunnen voorleggen.

Verblijf aan de wal in het buitenland



---

**Art. 5** Wanneer een officier in dienst in het buitenland in opdracht van de werkgever, tijdelijk aan de wal moet blijven, zullen de onkosten daarvan door de werkgever worden gedragen.

## **D. ARBEIDSVOORWAARDEN**

### Wachtenstelsel

**Art.6** Op zee wordt het driewachtenstelsel toegepast. Uitzondering wordt enkel gemaakt voor bepaalde vaartuigen van kleine tonnenmaat waarop het speciaal regime voorzien in artikel 31 wordt toegepast.

### Arbeidsduur

**Art. 7.**

In toepassing van regel 2.3, norm A2.3 van de Maritieme Arbeidsconventie 2006, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie van 23 februari 2006 en door België geratificeerd op 10 augustus 2013, wordt bepaald dat het minimum aantal rusttijden niet minder mag bedragen dan 10 uren per periode van 24 uur en 77 uren per periode van 7 dagen.

De rusturen mogen worden verdeeld over niet meer dan twee perioden waarvan er één ten minste een lengte heeft van zes uur, en de intervallen tussen twee opeenvolgende rusttijden mogen niet meer dan veertien uur bedragen.

Verder dient de werkgever gevolg te geven aan artikel 32 van het Koninklijk Besluit van 30 september 2014 tot wijziging van diverse koninklijke besluiten ter uitvoering van het Verdrag betreffende maritieme arbeid 2006 en tot tenuitvoerlegging van de overeenkomst van 19 mei 2008 tussen de Associatie van reders van de Europese Gemeenschap (ECSA) en de Europese Federatie van vervoerwerknemers (ITF) inzake het Verdrag betreffende maritieme arbeid 2006.

#### *Arbeidsduur op weekdagen - Wachtlopende officieren*

- a. Op zee en in de haven, wanneer de wachten doorlopen:
  - van maandag tot en met vrijdag: 8 uur per dag volgens wachtenstelsel;
  - 's zaterdags: 8 uur volgens wachtenstelsel.
  
- b. Op dagen van aankomst en vertrek:
  - van maandag tot en met vrijdag: 8 uur per dag;
  - 's zaterdags: 8 uur.

In de havens waar een andere werkregeling bestaat dan de hierboven vermelde wachtregeling, kunnen de wachturen gewijzigd worden, zonder dat de hierboven vermelde duur mag overschreden worden in een tijdspanne van 12 uur.

### Arbeidsduur op weekdays – Dagofficieren

**Art. 8.** Onder “dagofficieren” wordt verstaan de officieren, die niet ingedeeld zijn in het wachtenstelsel of die gedurende de dag werken en 's nachts vrij zijn.

- a. Op zee en in de haven, wanneer de wachten doorlopen:
  - van maandag tot en met vrijdag: 8 uur per dag te verrichten tussen 6 uur en 18 uur;
  - 's zaterdags: 8 uur te verrichten tussen 6 uur en 18 uur.
- b. Op dagen van aankomst en vertrek:
 

Zonder rekening te houden met de begrenzingen vermeld onder a.:

  - van maandag tot en met vrijdag: 8 uur per dag;
  - 's zaterdags: 8 uur.

In de havens waar een andere werkregeling bestaat dan de hierboven vermelde wachtregeling, kunnen de wachturen gewijzigd worden, zonder dat de hierboven vermelde duur mag overschreden worden in een tijdspanne van 12 uur.

### Werkzaamheden op zon- en feestdagen

Beperkingen werkzaamheden op zon- en feestdagen

#### **Art. 9 .**

Werk op zon- en feestdagen mag slechts opgedragen worden binnen volgende beperkingen en tijdsbegrenzingen.

##### 1. Wachtlopende officieren

Op zee en in de haven, wanneer de wachten doorlopen, wordt op zondagen gewerkt volgens het wachtenstelsel.

Op de feestdagen, zoals bepaald bij artikel 15, mogen slechts de voor het voeren van het schip, de dienst van de opvarenden, de bescherming van het milieu, de veiligheid en de gezondheid noodzakelijke werkzaamheden opgedragen worden.

Dringende werkzaamheden die noodzakelijk zijn voor de normale exploitatie van het schip,

---

ter beoordeling van de kapitein, mogen eveneens opgedragen worden.

De vergoeding voor werk op zon- en feestdagen is opgenomen in de vergoeding voor verlof in artikel 2 c.

## 2. Dagofficieren

Op zee en in de haven, wanneer de wachten doorlopen, kunnen er:

Op zondagen, arbeidsprestaties gevergd worden tussen 6 en 18 uur.

Op de feestdagen, zoals bepaald bij artikel 15, mogen slechts de voor het voeren van het schip, de dienst van de opvarenden, de bescherming van het milieu, de veiligheid en de gezondheid noodzakelijke werkzaamheden opgedragen worden.

Dringende werkzaamheden die noodzakelijk zijn voor de normale exploitatie van het schip, ter beoordeling van de kapitein, mogen eveneens opgedragen worden.

De vergoeding voor werk op zon- en feestdagen is opgenomen in de vergoeding voor verlof in artikel 2 c.

## Personeelbezetting

**Art. 10.** Voor de lange omvaart:

Er zal voldoende personeel aan boord zijn om de wachten zodanig in te richten dat noch de kapitein, noch de hoofdwerktuigkundige regelmatig wacht moeten lopen.

## E. VAKANTIE

### Jaarlijkse vakantie

**Art. 11.** De officier heeft recht op 30 kalenderdagen wettelijke vakantie per jaar. De vakantiedagen zullen zoveel mogelijk verleend worden in overeenstemming met de wensen van de belanghebbenden. Voor de berekening van de duur van de jaarlijkse vakantie worden in aanmerking genomen de werkelijk gepresteerd dagen en de door de wet met werkelijke arbeidsdagen gelijkgestelde dagen.

Voor de hierboven voorziene jaarlijkse vakantie ontvangen de officieren een vakantiegeld van 17,42% (zowel enkel als dubbel) berekend op basis van hun maandelijkse bruto bezoldiging.

---

Voor de werkelijk gepresteerde dagen is dit bedrag inbegrepen in het bedrag vermeld in artikel 2 c).

Voor de door de wet met werkelijke arbeidsdagen gelijkgestelde dagen alsook voor prestaties bijwerk en stand-by wordt het vakantiegeld afzonderlijk berekend.

### Compensatiedagen

**Art. 12.** Zon- en feestdagen gedurende de reis:

Tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst ontvangen de officieren voor zon- en feestdagen een compensatiedag. De vergoeding voor zon- en feestdagen is opgenomen in het verlof vermeld in Art. 2 c).

Zaterdagen gedurende de reis:

Voor de zaterdagen tijdens de duur van de arbeidsovereenkomst ontvangen de officieren, een compensatiedag. De vergoeding voor zaterdagwerk is inbegrepen in de lumpsum vermeld in Art. 2 b).

### Extra vakantie

**Art. 13.** Buiten de jaarlijkse vakantie toegekend ingevolge artikel 11, wordt aan de officieren een extra vakantiedag verleend per dertig prestatiedagen. Breuken van 15 dagen en minder komen niet in aanmerking. De vergoeding hiervoor is inbegrepen in het verlof vermeld in Art. 2 c).

### Conventionele vakantie

**Art. 14.** Per collectieve arbeidsovereenkomst van 31 januari 1985 tot uitvoering van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen wordt aan de officieren een bijkomende vakantiedag toegekend per 20 dagen vaart. De vergoeding hiervoor is inbegrepen in het verlof vermeld in Art. 2 c).

### Feestdagen

**Art. 15**

a. De volgende dagen worden als officiële feestdagen beschouwd:

1 januari, 2<sup>e</sup> Paasdag, 1 mei, O.H. Hemelvaart, 2<sup>e</sup> Pinksterdag, 21 juli, O.L.V. Hemelvaart,

---

Cao officieren – 22.10.2015

---

Allerheiligen, 11 november, Kerstdag.

- b. Wanneer een feestdag op een zaterdag of een zondag valt, wordt de feestdag genomen op de eerste gewone werkdag die op die feestdag volgt.

### Berekening van de vakantiedagen

**Art. 16.** 360 dagen vaart geeft recht op:

52 compensatiedagen zaterdag  
 78 compensatiedagen zondag (52 + 26 compensatie op vakantie)  
 15 feestdagen (10 + 5 feestdagen op vakantie)  
 12 *bijkomende vakantie*  
 18 conventionele vakantie  
 46 dagen wettelijke vakantie (30 + 16 wettelijke vakantiedagen op vakantie)

221 vrije dagen

Wettelijke vakantie per maand:  $46 \times 30 \text{ dagen} : 360 \text{ dagen} = 3,83 \text{ kalenderdagen} = 3,3 \text{ dagen in 6-dagenstelsel}$

Andere vakantie per maand:  $175 \times 30 \text{ dagen} : 360 \text{ dagen} = 14,58 \text{ kalenderdagen} = 12,5 \text{ dagen in 6-dagenstelsel}$

De vakantiedagen worden in principe opgenomen in het 6-dagenstelsel. De zon- en feestdagen worden niet beschouwd als vakantiedagen.

De keuzemogelijkheid om de vakantie in het 5-dagenstelsel op te nemen, ligt bij de officier. Volgens de noodwendigheden van de dienst kan de werkgever hiervan afwijken in onderling overleg met de officier.

Indien de officier dit wenst kunnen de vrije dagen opgeschort worden voor de periode dat hij, in opdracht van de werkgever, specialisatiecursussen volgt.

### Toepassing van de vakantie

**Art. 17.** De vakantiedagen/vrije dagen onderbreken het dienstverband niet.

---

---

## Studieverlof

**Art. 18.** Aan de officieren die de voorwaarden vervullen tot deelneming aan een examen voor het verwerven van een brevet zal op hun aanvraag, zo spoedig mogelijk, studieverlof zonder loon worden toegestaan, indien de vereisten van de dienst het toelaten.

De verlofaanvraag moet ingediend worden bij de werkgever ten minste 2 maanden vóór de datum van het gevraagde verlof.

De aanvraag, alsmede de toelating, moeten schriftelijk geschieden. De inwilliging van de aanvraag mag niet langer dan één jaar verdaagd worden.

Bij onderbreking van de dienst, uit oorzaak van studie, met toestemming van de werkgever, worden de dienstitijden vóór en onmiddellijk na het studieverlof geacht aaneen te sluiten.

## F. REPATRIERING

**Art. 19.** Behalve bij wederzijdse overeenkomst om de contractuele reisduur te verbreken, hebben de officieren het recht om ten laste van de werkgever gerepatrieerd te worden. Zij moeten de reisweg en de wijze van repatriëring volgen door de werkgever of zijn vertegenwoordiger aangeduid.

De kosten ten laste van de werkgever in geval van repatriëring behelzen :

- De reiskosten tot aankomst in de plaats van aanwerving;
- Kost en inwoning van de officier vanaf het ogenblik dat hij het schip verlaat tot zijn aankomst op de repatriëringsbestemming;
- Het vervoer van zijn persoonlijke bagage met een maximum van 40 kg.
- Medische behandeling, indien noodzakelijk, totdat de gezondheidstoestand van de officier hem toelaat te reizen naar de repatriëringsbestemming.

De officier heeft recht op zijn loon tot zijn aankomst in de plaats van aanwerving; dit op voorwaarde dat hij de terugreis ondernomen heeft langs de weg en binnen de termijn door de werkgever vastgelegd.

Indien de officier echter ontscheept is op grond van tuchtmaatregelen, verliest hij het recht op zijn loon voor de reisdagen.

Indien de officier recht heeft op zijn loon, dan heeft hij eveneens recht op de vergoeding voor een met die periode overeenstemmend aantal vakantiedagen zoals voorzien in artikel 16.

## G. BEËINDIGING VAN HET DIENSTVERBAND

Beëindiging van het dienstverband

**Art.20** Na een periode van 12 maanden dienst bij dezelfde werkgever heeft de officier recht op volgende opzegtermijn niettegenstaande het bestaan van opeenvolgende overeenkomsten van bepaalde duur.

- a. De opzeg van het dienstverband door de werkgever zal geschieden met inachtneming van de hierna vermelde termijnen:

Kapitein, 1<sup>e</sup> officier en hoofdwerktuigkundige:

Na 1 jaar 1 maand  
 Na 3 jaar 3 maanden  
 Na 5 jaar 6 maanden  
 Na 10 jaar 9 maanden

Alle officieren behalve de kapitein, de 1<sup>e</sup> officier en de hoofdwerktuigkundige:

Na 1 jaar 2 weken  
 Na 3 jaar 6 weken  
 Na 5 jaar 3 maanden  
 Na 10 jaar 6 maanden

De werkgever behoudt zich het recht voor de officier in effectieve dienst te houden gedurende 75 pct. van de opzegtermijn. De vakantiedagen/vrije dagen door de officier opgebouwd vóór de aanvang van de opzegperiode kunnen door de werkgever niet als opzegtermijn gebruikt worden.

- b. De opzeg van het dienstverband door de officier zal geschieden met inachtneming van de hierna vermelde termijnen:

Kapitein, 1<sup>e</sup> officier en hoofdwerktuigkundige:

Na 1 jaar 2 weken  
 Na 3 jaar 6 weken  
 Na 5 jaar 3 maanden  
 Na 10 jaar 4,5 maanden

Alle officieren behalve de kapitein, de 1<sup>e</sup> officier en de hoofdwerktuigkundige:

Na 1 jaar 1 week  
 Na 3 jaar 3 weken  
 Na 5 jaar 6 weken  
 Na 10 jaar 3 maanden

De officier kan zijn vakantiedagen/vrije dagen gebruiken als opzegtermijn. Indien de officier onvoldoende vakantiedagen/vrije dagen heeft voor zijn opzegtermijn kan de werkgever eisen dat de officier voor de resterende opzegtermijn effectieve prestaties uitvoert. In dit geval is de

---

repatriëring ten laste van de werkgever.

**Art. 21.** Bij opzeg van het dienstverband, zoals vermeld in artikel 20a), is de werkgever verplicht de lonen, inclusief vakantiegeld, zoals vermeld in de bijgevoegde loonschalen, te betalen voor het gedeelte van de opzegperiode dat er effectief prestaties verricht worden. Voor het gedeelte van de opzegperiode dat de officier vrijgesteld is van prestaties is de werkgever verplicht de stand by lonen te betalen verhoogd met 17,42 % vakantiegeld.

**Art. 22.** Bij ontslag van een officier op grond van tuchtmaatregel is de werkgever niet gehouden de in artikel 20 gestelde opzegtermijn te eerbiedigen.

#### Getuigschrift

**Art. 23.** Officieren hebben, bij beëindiging van het dienstverband, recht op een getuigschrift.

#### Rapporten van departementsoversten aan de werkgever over officieren

**Art. 24.** Iedere officier heeft het recht inzage te nemen van de rapporten, die door de kapitein en zijn departementsoverste over hem bij de werkgever werden ingediend.

De werkgever is gehouden deze rapporten op zijn kantoor voor te leggen, op eenvoudige aanvraag van de betrokkene.

## H. REIS- EN VERPLAATSINGSKOSTEN

#### Reiskosten

**Art. 25.** Wanneer een officier reist voor rekening van de werkgever, zal deze hem de nodige reisbiljetten bezorgen. Voorafgaandelijk aanvaarde kosten zullen, mits voorlegging van een rekening, door de werkgever worden terugbetaald.

Administratieve kosten door de officier gemaakt om geldige reisdocumenten, zoals internationaal paspoort en visum, te verkrijgen, worden eveneens door de werkgever terugbetaald.



---

**Art 26.** De officier heeft recht op een vaste vergoeding van 50 € bij elke aan- en afmonstering ter dekking van lokale reis- en verplaatsingskosten. Indien de lokale reis- en verplaatsingskosten het bedrag van 50 € overschrijden zal het verschil door de werkgever terugbetaald worden indien dit voorafgaandelijk door de werkgever werd toegezegd.

## I. SPECIALE CLAUSULES

### Beddengoed en eetgerei

**Art. 27.** De reder zal het volgende ter beschikking stellen van de officieren zolang ze zich aan boord van het schip bevinden:

- voldoende voedsel van goede kwaliteit
- accommodatie conform de relevante IAO (Internationale Arbeids Organisatie) conventies.
- een matras, hoofdkussens, overtrekken, lakens en dekens en minstens 2 handdoeken. De lakens, overtrekken en handdoeken zullen minstens één maal per week door zuivere worden vervangen.
- degelijk eetgerei
- recreatiefaciliteiten in overeenstemming met IAO conventie 138

Bovendien zal de reder het kombuis voorzien van keukengerei en materiaal dat gewoonlijk gebruikt wordt om te koken.

### Maaltijden

**Art. 28.** De voedselvoorziening aan boord mag niet als een economisch probleem beschouwd worden en alle leden van de bemanning zijn in principe gelijkgesteld voor wat de maaltijden betreft.

Op schepen, die passagiers aan boord hebben, kan hiervoor nochtans uitzondering bestaan voor officieren die samen met de passagiers hun eetmalen gebruiken.

Eetwaren zullen in geen geval, zonder toelating van de reder, door leden van de bemanning aan wal mogen gebracht worden.

De controle op de voedselvoorraden en –verbruik wordt waargenomen door het Conventionele overlegorgaan zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 december 2005 tot oprichting van een conventioneel overlegorgaan organisatie voor veiligheid en gezondheid

---

## Werk- en Beschermingskledij

**Art. 29** Buiten de overalls en werkschoenen die de werkgever de zeevarende moet bezorgen, moet hij bovendien doeltreffende beschermingskledij ter beschikking stellen nodig voor de uit te voeren werkzaamheden.

### Verlies van Plunje

**Art. 30.** De vergoeding voor verlies of vernieling van plunje (persoonlijke bagage) aan boord van het schip of gedurende de reis van en naar het schip zal maximum 5.000,00 EUR bedragen.

Voorwerpen met een waarde hoger dan 250,00 EUR worden enkel vergoed indien ze vooraf bij de werkgever of kapitein door middel van een lijst werden aangegeven.

## J. BIJZONDERE REGELING

### Tweewachtenstelsel

**Art. 31 .** Het tweewachtenstelsel kan worden ingevoerd op schepen die het driewachtenstelsel niet kunnen toepassen, daar hun technische installatie niet toelaat een voldoende aantal bemanningsleden in te schepen.

Dit kan slechts geschieden na paritair overleg tussen de organisaties die deel uitmaken van het paritair comité voor de koopvaardij.

**Art. 32.** In geval van verschillen tussen de Nederlandstalige, Franstalige en Engelstalige uitgave zal de Nederlandstalige tekst primeren op de Franstalige en/of Engelstalige.

**Art. 33.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in voege vanaf 1.11.2015 en vervangt volgende cao's :

De collectieve arbeidsovereenkomst van 1 februari 2006 voor kapiteins en officieren ingeschreven in de Belgische Pool der Zeelieden ter koopvaardij tewerkgesteld door een Belgische maatschappij (reg.nr.78817 – geregistreerd op 23.2.2006), zoals gewijzigd door:

- de cao van 6 april 2006 (reg.nr. 79887 – geregistreerd op 29.5.2006),
- de cao van 15 juli 2009 (reg.nr. 97521- geregistreerd op 17.2.2010),
- de cao van 2 september 2009 (reg. nr. 95614 – geregistreerd op 12.11.2009),
- de cao van 27 april 2011 (reg. nr. 104106 – geregistreerd op 10.5.2011) en
- de cao van 4 juli 2013 (reg. nr. 116510 – geregistreerd op 9.8.2013).

---

Elk der ondertekenende partijen kan ze opzeggen mits naleving van een opzeggingstermijn van zes maanden.

Deze opzegging wordt bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de koopvaardij en aan elk van de ondertekenende partijen betekend. De termijn van zes maanden begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter is gestuurd.



Koninklijke  
BELGISCHE  
REDERS  
vereniging

Union  
Royale des  
ARMATEURS  
BELGES

NIEUWE LOONSTRUCTUUR

Bijlage 1

OFFICIEREN  
1.11.2015

1.0075411

CARGO	1	2	3	4	5	6	7
	Basisloon	uurloon	150%	Zondag 8U	Zondag 9U	Lumpsum zee	Lumpsum bijwerk
KAPITEIN							
-3000 Brt	3.395,78	20,09		20,09		2.722,93	1.453,50
-9000 Brt	4.118,56	24,37		24,37		3.136,24	1.632,41
+9000 Brt	4.871,31	28,82		28,82		3.565,78	1.816,41
1e WTK							
-3001 Kw	3.246,47	19,21		19,21		2.618,60	1.397,81
-5000 Kw	3.934,83	23,28		23,28		3.012,50	1.568,01
+5000 Kw	4.651,88	27,53		27,53		3.421,89	1.743,45
1e OFF/2e WTK/AUTOM.OFF							
-3000 Brt -3001 Kw	2.657,05	15,72		15,72		2.405,29	1.393,63
-9000 Brt -5000 Kw	3.065,96	18,14		18,14		2.719,21	1.565,99
+9000 Brt +5000 Kw	3.474,19	20,56		20,56		3.029,71	1.743,90
2e OFF/3e WTK							
-3000 Brt -3001 Kw	2.524,98	14,94	22,41	14,94	29,88	3.008,31	1.504,16
-9000 Brt -5000 Kw	2.635,78	15,60	23,39	15,60	31,19	3.123,40	1.561,70
+9000 Brt +5000 Kw	2.968,16	17,56	26,34	17,56	35,13	3.468,09	1.734,05
1e ELEK							
-3001 Kw	2.592,38	15,34	23,01	15,34	30,68	2.956,25	1.478,13
-5000 Kw	2.703,18	16,00	23,99	16,00	31,99	3.071,34	1.535,67
+5000 Kw	3.035,56	17,96	26,94	17,96	35,92	3.416,03	1.708,02
3e OFF/4e WTK	2.210,29	13,08	19,62	13,08	26,16	2.780,01	1.390,01
4e OFF/5e WTK/ASP. AUTOM.OFF	1.974,29	11,68	17,52	11,68	23,36	2.510,76	1.255,38
ASP OFF/ASP WTK	1.697,59	10,04	15,07	10,04	20,09	2.187,85	1.093,93
ASP OFF zonder STCW WD/ASP WTK zonder STCW WD	604,52	3,58	5,37	3,58	7,15	-	-

TANKERS								
KAPITEIN								
	-3000 Brt	3.709,16	21,95		21,95		2.692,39	1.437,20
	-9000 Brt	4.504,22	26,65		26,65		3.098,67	1.612,86
	+9000 Brt	5.332,25	31,55		31,55		3.520,06	1.793,12
1e WTK								
	-3001 Kw	3.544,93	20,98		20,98		2.589,79	1.382,43
	-5000 Kw	4.302,12	25,46		25,46		2.976,17	1.549,10
	+5000 Kw	5.090,88	30,12		30,12		3.377,97	1.721,08
1e OFF/2e WTK/AUTOM.OFF								
	-3000 Brt -3001 Kw	2.896,56	17,14		17,14		2.381,91	1.380,08
	-9000 Brt -5000 Kw	3.346,36	19,80		19,80		2.691,41	1.549,98
	+9000 Brt +5000 Kw	3.795,42	22,46		22,46		2.997,54	1.725,38
2e OFF/3e WTK								
	-3000 Brt -3001 Kw	2.758,03	16,32	24,48	16,32	32,64	2.985,58	1.492,79
	-9000 Brt -5000 Kw	2.879,91	17,04	25,56	17,04	34,08	3.098,73	1.549,37
	+9000 Brt +5000 Kw	3.245,53	19,20	28,81	19,20	38,41	3.441,45	1.720,73
1e ELEKTRICIEN								
	-3001 Kw	2.825,43	16,72	25,08	16,72	33,44	2.933,52	1.466,76
	-5000 Kw	2.947,31	17,44	26,16	17,44	34,88	3.046,66	1.523,33
	+5000 Kw	3.312,93	19,60	29,40	19,60	39,21	3.389,39	1.694,70
3e OFF/4e WTK		2.415,96	14,30	21,44	14,30	28,59	2.759,99	1.380,00
4e OFF/5e WTK/ASP.AUTOM.OFF		2.156,36	12,76	19,14	12,76	25,52	2.492,73	1.246,37
ASP OFF/ASP WTK		1.867,35	11,05	16,57	11,05	22,10	2.166,81	1.083,41
ASP OFF zonder STCW'WD/ASP WTK zonder STCW'WD		604,62	3,58	5,37	3,58	7,15		

#### Diplomavergoeding

De officieren die een hoger STCW certificaat bezitten dan vereist voor de rang die ze bekleden, krijgen hiervoor een vergoeding ten belope van 97,80 € per maand uitgekeerd.

#### Uniform

Indien de rederij het dragen van een uniform voorschrijft aan de officieren, zal hen hiervoor een maandelijkse vergoeding van 73,66 € per maand uitgekeerd.

STAND BY LONEN  
1.11.2015

RANK	BT 1	KW	STAND-BY 2
KAPITEIN	- 3.000		4.000,86
	- 9.000		4.723,64
	+ 9.000		5.476,39
HWTk		- 3.001	3.851,55
		- 5.000	4.539,91
		+ 5.000	5.256,96
1 OFF	- 3.000	- 3.001	3.262,13
2E WTK	- 9.000	- 5.000	3.671,04
AUTOM.OFF	+ 9.000	+ 5.000	4.079,27
2E OFF	- 3.000	- 3.001	3.130,06
3E WTK	- 9.000	- 5.000	3.240,86
	+ 9.000	+ 5.000	3.573,24
1E ELEC		- 3.001	3.197,46
		- 5.000	3.308,26
		+ 5.000	3.640,64
3E OFF/4E WTK			2.815,37
4OFF/5WTK/ASP.AUTOM.OFF			2.579,37
ASPOFF/ASPWTK			2.302,67

---

### FORMULE JAARLIJKSE INDEXVERHOOGING VERGOEDINGEN

1. Het gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het lopende jaar wordt afgetrokken van het gezondheidsindexcijfer van de maand oktober van het lopende jaar.

$$\begin{array}{r} \text{Gezondheidsindexcijfer oktober} \\ - \text{Gezondheidsindexcijfer januari} \\ \hline (x) \end{array}$$

2. Vervolgens wordt dit resultaat op 12 maanden gebracht :

$$\frac{(x) \times 12 \text{ maanden}}{10 \text{ maanden}} = (y)$$

De totale indexverhoging voor het afgelopen jaar is hiermee gekend (y).

3. De totale indexverhoging dient vervolgens uitgedrukt te worden in een percentage waarmee de vergoeding moet verhoogd worden met ingang van de maand januari van het volgende jaar :

$$\frac{(y) \times 100}{\text{Gezondheidsindexcijfer januari lopende jaar}} = \text{percentage indexverhoging lopende jaar}$$